

polluantes. On a également affirmé que cette nouvelle technique d'économie d'énergie était rentable à long terme et que la seule raison qui empêchait les constructeurs et propriétaires d'immeubles de l'utiliser était leur souci excessif de réaliser des profits à court terme. Cette opinion a été contestée par M. Larry Parker, du *Congressional Research Service* (CRS). Cette divergence d'opinions tient peut-être au fait que les partisans des économies d'énergie ne prennent pas en considération les frais d'intérêt liés à l'investissement initial en nouveaux appareils d'éclairage.

Il est intéressant de noter que, de l'avis de M. Parker, les économies d'énergie n'entraîneront pas d'importantes réductions des émissions de SO₂. Selon lui, les sources non polluantes d'énergie sont aussi les plus coûteuses. Comme les économies d'énergie diminuent la demande d'électricité, les fournisseurs réagiront en réduisant l'utilisation des sources coûteuses. En l'absence de réglementation ou d'autres mesures d'ordre économique, les producteurs d'électricité ne seront pas incités à réduire la production des centrales polluantes au profit des centrales propres si la demande diminue.

E. La proposition Cuomo-Celeste

Les gouverneurs Cuomo de l'État de New York et Celeste de l'Ohio ont proposé un programme de réduction des précipitations acides dans le cadre duquel on modifierait la CAA en vue de réduire de 10 millions de tonnes par an les émissions d'anhydride sulfureux d'ici à 2003. La particularité de cette proposition réside dans la méthode de partage des frais du programme de réduction.

Actuellement, le gouvernement des États-Unis achète du pétrole importé qu'il stocke en prévision d'éventuelles situations d'urgence, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par le *Strategic Petroleum Reserve Program*. Des crédits annuels d'environ 650 millions de dollars sont affectés à cette fin. D'après la proposition Cuomo-Celeste, les importateurs de pétrole seraient tenus de mettre de côté 2 p. 100 de leurs importations pour la réserve stratégique; le gouvernement fédéral économiserait ainsi, en apparence, 650 millions de dollars par année, qui pourraient servir à subventionner le programme de réduction des précipitations acides.

Plusieurs aspects de cette proposition permettent toutefois de douter de ses chances de succès. Le plus préjudiciable est le tour de passe-passe dont on se servirait pour trouver 650 millions de dollars à consacrer à la réduction des précipitations acides. Le gouvernement fédéral est en effet propriétaire du pétrole stocké en vertu de ce programme. Les dépenses annuelles de 650 millions de dollars sont, dans une large mesure, un